

Contrat doctoral labellisé Université de Lille (Ecole Doctorale SHS)

Durée : 3 ans

Titre du projet déposé :

Le Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sous le prisme du discours institutionnel régional et intercommunal. Un territoire entre transition et vulnérabilité

Sujet de thèse (1000)

Parallèlement à une recherche déjà amorcée sur la manière dont le discours médiatique rend compte, à propos du territoire du Bassin minier, de tensions entre une représentation stigmatisante inhérente aux difficultés auquel il fait face et une représentation valorisante, tant du fait de ses richesses patrimoniales et culturelles que de sa capacité de transition, l'objectif de la thèse sera d'étudier dans quelle mesure et comment le discours institutionnel régional et intercommunal témoigne également d'un territoire en tension entre un objectif de transition et une vulnérabilité persistante. Il s'agira ainsi de cerner en quoi ce discours est porteur d'un nouvel « imaginaire territorial » et dans quelle mesure il participe de l'entretien du territoire du Bassin minier comme entité socio-spatiale historique. Il s'agira également d'appréhender la facette territoriale de ce discours institutionnel sous l'angle de la communication publique et politique.

Résumé (5000)

Dans le document de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier (ERBM) signé en mars 2017 par l'État, la Région Hauts-de-France, les départements du Nord et du Pas-de-Calais et les intercommunalités concernées, le Bassin minier est présenté comme une « entité physique, historique, paysagère, culturelle dont l'unité transcende les frontières administratives » et comme un territoire confronté à une grande précarité sociale et sanitaire et à l'image d'une « terre noire et désespérante » mais aujourd'hui engagé dans « une dynamique de renouveau ».

En lien avec un travail de recherche amorcé au cours de ces derniers mois au sein du laboratoire Gérico et portant notamment sur l'analyse du discours médiatique concernant le Bassin minier, tout autant qu'avec un projet en cours d'élaboration portant quant à lui sur le discours associatif concernant ce même territoire (le projet ayant été présélectionné par l'Institut Fédératif du Monde Associatif, une version consolidée sera déposée début janvier 2024), le principal objectif de la thèse envisagée sera de cerner ce qu'il en est du discours institutionnel régional et intercommunal concernant la représentation de ce territoire, avec la préoccupation plus particulière d'identifier, à l'interne du territoire, ce que la notion de « transition » fait de et à l'image du Bassin minier.

En analysant notamment les supports de communication (supports numériques, presse territoriale) des institutions mentionnées, et de manière plus particulière des huit intercommunalités du Bassin minier, mais aussi d'autres documents institutionnels hétérogènes (appels à projet, appels d'offre, ou encore dossiers de presse) en lien avec les thématiques de la recherche, l'objectif est d'étudier en quoi leurs discours respectifs contribuent à en entretenir des représentations, d'explorer comment ce territoire est présenté, (invoqué ?) et identifié comme tenant d'une histoire propre à un espace géographique circonscrit et à un patrimoine spécifique tout autant que situé comme étant en tension entre vulnérabilité et renouveau. Il s'agira de s'intéresser à cette idée que, par-delà un passé et une mémoire, ce territoire se veut dorénavant, pour nombre de ses responsables institutionnels, à travers des politiques publiques mises en œuvre, un territoire de « transition », qui entend se préoccuper de « développement durable », qui vise à être identifié comme, certes, « lieu de mémoire » et territoire de « culture » (Gellereau, 2005 ; Mortelette, 2019), mais aussi lieu de renouveau économique (Liefoghe, 2015) tout autant que lieu de réhabilitation des « espaces naturels », lieu de balades, aux paysages singuliers et à distance raisonnable de lieux métropolitains.

La méthodologie d'étude privilégiée reposera sur des analyses lexicale, thématique, rhétorique, de l'énonciation et sémiologique. Elles permettront d'identifier les principaux thèmes, acteurs impliqués, référents territoriaux évoqués, ainsi que la manière dont ils sont qualifiés. Une attention particulière sera accordée aux justifications et aux procédures de légitimation des démarches, actions et pratiques des acteurs impliqués dans la dynamique du Bassin minier et, plus largement, des politiques de développement et d'attractivité qui y sont liées. Il s'agira aussi de considérer certains agencements et leurs justifications évoqués dans les discours institutionnels en tant que marqueurs (Bihay, 2019a et

2019b) permettant d'analyser leurs circulations dans les discours de ceux d'autres acteurs en présence, dont ceux médiatiques.

Dans le prolongement de cette analyse des discours institutionnels, il s'agira également de réaliser des entretiens avec des élus, des responsables institutionnels et des responsables de publications de ces collectivités notamment afin d'approfondir leurs logiques et de comprendre leurs objectifs.

Tout en convenant que la problématique impliquera une mise en perspective historique de la situation du territoire, dans un souci de délimitation temporelle du sujet à des fins de faisabilité, l'analyse en tant que telle prendra comme point de départ le lancement de l'ERBM, et, de fait, en amont, le rapport Subileau (« Préfiguration d'un contrat partenarial d'intérêt national pour le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais ») remis à la Ministre du Logement et de l'Habitat durable et au Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports le 9 décembre 2016.

Objectifs et adéquation avec les thématiques de l'appel à soutien du Conseil Scientifique de l'Université de Lille (10000)

Dans l'approfondissement de travaux menés de longue date au sein de Gérico sur le lien entre communication et territoire (Raoul, 1994 et 2003), suivis d'autres portant sur le rapport entre médias et territoires et sur la production des imaginaires territoriaux (Noyer, Raoul, 2011 ; Noyer, Raoul, Pailliant, 2013 ; Raoul, 2020), d'autres travaux se sont intéressés à la problématique de l'expression associative et citoyenne au sein d'un quartier (Blanchard, 2013, 2018) puis aux stratégies numériques d'ancrage des campagnes électorales dans les territoires (Blanchard, 2020). Avec une tout autre perspective, d'autres encore ont porté sur les modalités d'ancrage territorial des idéologies liées aux industries créatives et des stratégies et pratiques de marketing territorial (Bihay, 2019a et b ; 2023).

Autre précision pour situer le contexte scientifique de la proposition : l'exploration des représentations du Bassin minier dans le discours de la presse régionale (*La Voix du Nord*) amorcée depuis peu au sein du laboratoire (Raoul, Bihay, 2023) a permis à ce stade de dégager quelques premiers enseignements, notamment : - sur le fait que le journal régional n'entretient qu'à la marge les repères territoriaux du Bassin minier ; - à propos du nom du territoire qui laisse voir une tension entre une dénomination instituante du territoire par le recours à une majuscule (« le Bassin minier ») et une fonction désignative, bien plus courante, le nom commun « bassin minier » renvoyant plus banalement à un espace en tant qu'il est situé dans le monde et à un espace d'intervention de l'action publique ; - sur une tension entre des articles et photographies participant d'une représentation péjorative et stigmatisante du territoire et d'autres à portée valorisante, voire à tonalité esthétisante et porteur d'une mise en récit d'un territoire en transition ; - s'en dégage aussi une forme d'éthos de territoire quand le journal fait ressortir, concernant le territoire, une sorte de « personnalité » dotée de traits de caractères collectifs singuliers : le courage, la fierté, l'épreuve de la douleur, celle de l'injustice, ou encore la diversité des origines et le « devoir de mémoire ».

Dans le contexte de telles recherches sur le rapport communication/territoire, il s'agirait donc, dans le cadre de cette thèse, d'étudier la représentation du territoire du Bassin minier telle qu'elle est façonnée par le discours institutionnel régional et intercommunal, avec la préoccupation plus particulière d'identifier, à l'interne du territoire, ce que la notion de « transition » fait *de* et à l'image du Bassin minier.

Dans le document de l'ERBM, le Bassin minier est présenté comme une « entité physique, historique, paysagère, culturelle dont l'unité transcende les frontières administratives » et comme un territoire confronté à une grande précarité sociale et sanitaire et à l'image d'une « terre noire et désespérante » mais aujourd'hui engagé dans « une dynamique de renouveau ». Cela dit, il s'entend aussi comme périmètre d'intervention de ce programme d'action publique qui vise à « transformer durablement » ce territoire (rénovation des logements miniers, écoconstruction, soutien à la création d'entreprises et à la création d'emplois, renforcement des centres urbains, développement des transports et de la mobilité, valorisation du patrimoine, etc.). Sous cet angle, on peut relever qu'avec l'adoption de l'ERBM, il y a procédé de territorialisation, la notion sous-tendant une vision du territoire portée et délimitée par l'action publique (Duran, 2020 ; Biarez, 2000 ; Pasquier, 2013). En d'autres termes, on peut dire que le Bassin minier est pensé et « dit » à partir de l'État et des collectivités et que si cette action publique est « territorialisée », elle est, en même temps, « territorialisante ». Pour reprendre une observation de Camille Mortelette (2019), le Bassin minier est « désigné comme territoire par les acteurs publics en tant que *territoire de projet* ou en tant que *territoire d'action* », l'auteure précisant toutefois que l'on peut voir « déjà les limites de cette dénomination puisque toutes les intercommunalités sont inégalement concernées par le traitement des séquelles minières » (*ibid.*, p. 139).

Mais le Bassin minier renvoie aussi à une vision plus ancrée territorialement car forgée par le vécu (Frémont, 1976), par l'expérience « au ras du sol » (De Certeau, 1990) des institutions locales, des acteurs de terrain et des habitants. Ici, la territorialisation s'appréhende particulièrement à partir du registre culturel et anthropologique et relève d'une approche nourrie de géographie sociale, elle s'entend comme processus par lequel une société donnée institue des significations dans le rapport à l'espace qu'elle vit et pratique (Raffestin, 1986, Debarbieux, 2009, Vanier, 2009). Considérer cette conception de la territorialisation implique, par-delà la dimension institutionnelle, de porter l'attention sur la dimension sensible et affective dans le rapport à l'espace tout autant que sur la dimension symbolique du territoire. Dans le prolongement de cette remarque, une autre dimension importante est à considérer : la question du langage (Gumuchian, 1991 ; Lussault, 2007), en considérant qu'il n'y a territoire qu'à partir du moment où l'entité dont il s'agit peut être nommée. En différenciation de l'espace, le territoire a en effet besoin du langage pour être (Raoul, 2020). Si l'image le fait émerger à la représentation, c'est cependant par un nom que le territoire accède effectivement à l'identification. Et si « le nom participe au premier chef à faire exister et à particulariser un endroit, toponyme, lieu-dit, etc. » (Brochot, de la Soudière, 2010, 16, note 48), on relèvera que c'est donc par le mot qui le désigne que le territoire est identifié comme tel, c'est le langage qui le fait advenir comme entité (reconnue) : « Ainsi, nommer l'espace, c'est lui donner du sens, c'est produire du territoire » (Gumuchian, 1991, 83). Ressort ici un des fondements épistémologiques de la thèse proposée, à savoir l'importance d'envisager la notion – le concept – de territoire à partir d'une perspective communicationnelle (Pailliant, 1993 et 2018 ; Boure, Lefebvre, 2000 ; Bihay, 2019 ; Bonaccorsi, Cordonnier, 2019 ; Raoul, 2020).

En analysant notamment les supports de communication (supports numériques, presse territoriale) des institutions précédentes, et de manière plus particulière des huit intercommunalités du Bassin minier, mais aussi d'autres documents institutionnels hétérogènes (appels à projet, appels d'offre, ou encore dossiers de presse) en lien avec les thématiques de la recherche, l'objectif est d'étudier en quoi leurs discours respectifs contribuent à en entretenir des représentations, d'explorer comment ce territoire est présenté, invoqué et identifié comme tenant d'une histoire propre à un espace géographique circonscrit et à un patrimoine spécifique tout autant que situé comme étant en tension entre vulnérabilité et renouveau. Il s'agira de s'intéresser à cette idée que, par-delà un passé et une mémoire, ce territoire se veut dorénavant, pour nombre de ses responsables institutionnels, à travers des politiques publiques mises en œuvre, un territoire de « transition », qui entend se préoccuper de « développement durable », qui vise à être identifié comme, certes, « lieu de mémoire » et territoire de « culture » (Gellereau, 2005 ; Mortelette, 2019), mais aussi lieu de renouveau économique (Liefoghe, 2015) tout autant que lieu de réhabilitation des « espaces naturels », lieu de balades, aux paysages singuliers et à distance raisonnable de lieux métropolitains. Comment cette image est-elle façonnée par les institutions locales du territoire ? Quelle « image » plus précise en ce sens est-elle voulue ? Auprès de qui ? Pourquoi ? Et derrière ce discours « instituant » (Oger et Ollivier-Yaniv, 2003 et 2006 ; Krieg-Planque, 2012) sur le « renouveau », sur la « transition » ou encore sur la « résilience », dans quelle mesure le nom « Bassin minier » (ou « bassin minier ») est-il endossé et signifiant ? Et que s'agit-il de discerner en termes de développement territorial et de politique d'attractivité, et concernant les politiques publiques territoriales de manière plus générale concernant ce territoire ? De fait, la thèse sera aussi attentive aux stratégies et actions de marketing territorial telles qu'elles sont déployées. Mais en considérant le discours sur l'action publique territoriale, il s'agira également de s'intéresser à la dimension politique qui lui est sous-jacente, d'étudier, par le prisme des supports de communication institutionnels des collectivités concernées, les stratégies et les postures politiques repérables à travers le débat entourant cette action publique. D'une autre manière, la thèse s'intéressera également à la place accordée à la parole habitante et à la parole associative dans ce discours institutionnel afin d'apprécier dans quelle mesure il fait état de la problématique de l'aménagement et du développement territorial à partir de l'expression citoyenne extérieure à l'institution. Ce faisant, c'est aussi à l'aune du rapport ambigu entre communication et concertation que s'entend l'approche proposée (Pailliant, 2003 ; Blondiaux, 2008 ; Blondiaux, Fourniau, 2011 ; Bonaccorsi, Nonjon, 2012 ; Mazeaud, Nonjon, 2018).

La thèse apportera ainsi des éclairages analytiques et critiques sur la manière dont le discours institutionnel régional et intercommunal produit des représentations sur les transformations récentes et en cours du territoire en même temps que sur la persistance des problèmes auxquels il est confronté. Si elle conduira à identifier comment ce discours peut être amené à se décliner de manière différenciée selon les différentes intercommunalités concernées, elle permettra également de cerner dans quelle mesure l'imaginaire du Bassin minier est aujourd'hui associé aux idées d'innovation et de transition.

Période du contrat

D'une durée de trois ans, le contrat pourra commencer entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} novembre 2024.

Formation requise

Le·la candidat·e retenu·e sera titulaire d'un master en information-communication ou d'une autre discipline en SHS. Il/elle témoignera d'un intérêt marqué pour le sujet sur le plan thématique et dans ce qu'il appelle en matière d'analyse des discours institutionnels et des supports de communication et en matière d'enquête par entretiens.

Encadrement de la thèse

- Bruno Raoul (directeur de thèse) est professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille. Ses recherches portent sur la communication dans son rapport au(x) territoire(s). Après une thèse soutenue en 1994 à l'Université Rennes 2 et portant sur la problématique du développement régional en Bretagne appréhendé sous l'angle d'une tension entre développement local et globalisation, il a développé des travaux concernant la politique publique régionale de la Région Nord-Pas-de-Calais dans le domaine de ladite "société de l'information" puis concernant le soutien à l'essor de cybercentres dans différentes communes de la région. Par la suite, sur la base notamment d'une recherche concernant les journaux de quartier à Roubaix, il a été conduit à s'intéresser notamment au rapport médias/territoires, à l'espace public local et à la problématique des imaginaires territoriaux, des thèmes dont il poursuit l'exploration. Il est ainsi l'auteur de l'ouvrage "Le territoire à l'épreuve de la communication. Mutations, imaginaires, discours" (PUS, 2020). Et dans un article à paraître au premier trimestre 2024 dans la revue *Les enjeux de l'information et de la communication*, il explique comment un journal régional, tout en en étant partie prenante, s'est trouvé aux prises avec la polémique qui a concerné la ville de Roubaix suite à la diffusion, sur une chaîne de télévision nationale, d'un reportage sur l'islam radical en France. En collaboration avec T. Bihay, il étudie aujourd'hui la médiatisation du Bassin minier. Il est d'autre part co-responsable du parcours de master "Communication, Action Publique, Territoire" (et responsable de l'option "Communication et développement des territoires") au sein de l'Institut de la Communication, de l'Information et du Document. Il y est également coresponsable du séminaire d'initiation à la recherche "Politiques publiques et médiation sociale".

- Thomas Bihay (co-encadrant) est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille, co-responsable du parcours de master "Communication, Action Publique, Territoire" (responsable de l'option "Communication des organisations publiques et parapubliques") au sein de l'Institut de la Communication, de l'Information et du Document. Ses recherches concernent les politiques de développement et d'attractivité territoriales, investies au regard d'idéologies territoriales. Dans sa thèse, il a étudié ces politiques au regard des industries créatives, ce qui l'a amené à développer un regard critique sur leur promotion par des acteurs hétérogènes (institutionnels, médiatiques, industriels...). Il s'intéresse aussi à la territorialisation des idéologies intelligente (dont contribution au projet "Transformations Organisationnelles des métropoles par les politiques de Smart Cities", des laboratoires PREFics et ESO-Rennes de l'Université Rennes 2, CIMEOS de l'Université de Bourgogne et ELICO de Sciences Po Lyon, entre 2019 et 2022) et résiliente. Il a également approfondi d'autres thématiques liées aux communications publique et médiatique. Il a ainsi travaillé sur la sensibilisation et le traitement médiatique des risques naturels du Puy-de-Dôme, lors d'un post doctorat au Comsocs (Université de Clermont), inscrit dans le projet interdisciplinaire "Partage des données, communications et scénarios multidimensionnels pour des stratégies collectives minimisant la vulnérabilité des sociétés face aux risques naturels et environnementaux" (2020-2021).

- Gersende Blanchard (co-encadrante) est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille. Ses recherches concernent les stratégies et les pratiques des acteurs de la communication politique. Après une thèse soutenue en 2007 à l'Université Grenoble 3 portant sur l'appropriation de l'Internet par les partis politiques français pour leur communication, elle a pu mettre à profit son expertise en matière d'étude des stratégies de communication politique en ligne et des acteurs qui les mettent en œuvre, en tant que chercheuse associée au projet ANR/FRQSC franco-québécois « Enpolitique.com. Stratégies, contenus et perceptions des usages politiques du web en période électorale. Le cas des campagnes électorales présidentielle française et législative québécoise » (2012-2015). Une autre partie de ses travaux, en lien notamment avec la thématique des mutations de l'espace public local, porte sur la problématique de la communication numérique et de son articulation avec la territorialité. Elle est d'autre part responsable du parcours de master "Journalisme d'Entreprises et des Collectivités" et co-responsable d'un séminaire d'initiation à la recherche en Master intitulé « Médias et médiatisation : modalités, processus et enjeux » au sein de l'Institut de la Communication, de l'Information et du Document.

Pour tout renseignement : Bruno Raoul, Thomas Bihay et Gersende Blanchard

(bruno.raoul@univ-lille.fr ; thomas.bihay@univ-lille.fr ; gersende.blanchard@univ-lille.fr)